

**De nos rivières à l'océan,
quelles actions locales ?**

Synthèse

De nos rivières à l'océan, quelles actions locales ?

Dans le prolongement de la Breizh Cop, le réseau des conseils de développement bretons organise les 2^{èmes} assises citoyennes de la mer et du littoral le 12 novembre 2019 à Océanopolis à Brest.

A partir des réflexions menées par les conseils de développement bretons sur leurs territoires respectifs, l'objectif de ces assises est d'apporter la contribution de la société civile et des citoyens aux politiques locales liées à la mer et au littoral dans un contexte de tensions liées à la ressource en eau, tant du point de vue qualitatif que quantitatif.

Des innovations et des expérimentations sont déjà à l'œuvre dans les pays maritimes bretons avec le soutien financier de la Région Bretagne et de l'Europe dans le cadre du FEAMP notamment. Etant donné les enjeux majeurs que représentent pour la Bretagne tant l'eau douce que l'eau de mer, cette rencontre cherchera à valoriser les bonnes pratiques, les solutions locales de façon à mobiliser l'ensemble des acteurs publics et privés pour une politique de l'eau coordonnée et efficace en Bretagne.

Le programme :

- **Table ronde** : Enjeux et actions locales pour un développement durable des territoires maritimes animée par Jean-Louis Le Corvoisier.

Avec : **Denis Bailly**, économiste au laboratoire de recherche AMURE Université de Bretagne Occidentale ; **Jean-Luc Barbo**, Président de la CLE du SAGE de la baie de Saint Brieuc ; **Karim Ghachem**, Président de la commission développement durable du Conseil Régional; **Jean Kerhoas**, CESER Bretagne ; **Patrick Pouline**, Parc naturel marin d'Iroise et **Maëlle Turriès**, Eau et rivières de Bretagne

- **Enjeux, perspectives et pistes d'actions en lien avec la qualité de l'eau : témoignages et débats**

1. Produits de la mer et biodiversité : comment préserver les ressources en garantissant une qualité de l'eau nécessaire ?
Témoign : Erwan Tonnerre - Société GROIX HALIOTIS élevage d'ormeaux à Groix –
2. Impact des activités humaines terrestres : comment réduire leur impact ?
Témoins : Jean-Hervé Caugant - Chambre d'agriculture du Finistère, association « Les hydrophiles » du Pays de Redon
3. Activités récréatives (tourisme, nautisme, baignade), quelles évolutions souhaitables ?
Témoins : Christian Mobian Association des usagers du port de Plauden- Lannilis ; M. Melazza, maire de Lannilis
4. Activités portuaires en transition (innovations, économie circulaire...) : quelles actions pour limiter leur impact sur la qualité de l'eau ?
Témoignages : Jean-Paul Solaro, Président SEM de Keroman, Port de Lorient -Les recycleurs bretons, Brest*
5. Exemple d'action citoyenne : Association « Les Hydrophiles » et Conseil de développement du Pays de Redon.
Témoins : Anne Guérin et Christian Baudu

- **Retour sur les échanges par Alix Levain**, anthropologue, chargée de recherche CNRS, laboratoire AMURE Université de Bretagne Occidentale.

Synthèse des échanges par Alix Levain, socio-anthropologue (CNRS-UBO)

Plusieurs dimensions fortes ont traversé les échanges et ont été évoquées de façon récurrente lors de la table-ronde mais également des témoignages qui ont été présentés. L'intégralité des échanges a été filmée et est accessible sur la chaîne YouTube du réseau des conseils de développement bretons¹.

- **Une relation directe entre protection des ressources en eau et territoires littoraux**

En premier lieu, je voulais souligner que nous sommes ici à des assises citoyennes qui mettent en relation assez directement les enjeux de protection de la ressource en eau avec le caractère littoral de nombreux territoires à l'échelle régionale. Cela peut paraître à la fois simple et naturel en 2019, nul parmi nous n'a questionné cette relation et son importance sur le fond, donc on pourrait dire c'est de l'ordre de l'acquis. Pourtant je pense que nous voyons bien, que nous percevons les uns et les autres à quel point il est difficile de problématiser ces relations complexes de façon satisfaisante et à quel point cela peut présenter encore un caractère frustrant. Sur le plan biophysique tout d'abord, les relations entre eaux douces et eaux côtières et plus généralement avec la qualité des écosystèmes côtiers paraît évidente et pourtant plusieurs interventions, dont celle de Maëlle Turriès, ont évoqué les caractéristiques assez particulières de la Bretagne sur ce plan la brièveté du cycle de l'eau notamment, du temps de réponse des bassins versants. En conséquence la dépendance des territoires à la qualité des autres surfaces qui a bien longtemps fait prévaloir la question de la disponibilité de la ressource en eau potable sur d'autres questions liées à l'eau. Il a également évoqué, sur le plan maritime, l'irréversibilité de certaines dégradations et notamment le piégeage de polluants dans les sédiments qui est une question latente sur différents territoires.

Ce qui n'a pas été directement abordé, c'est le nombre très important de territoires qui sont arrosés par des bassins versants de petite taille source d'une interdépendance entre les zones côtières et leur immédiat arrière-pays. Ceci est un facteur favorable à la mise en place d'une gouvernance partagée à échelle humaine alors qu'on a vu, à l'inverse, combien l'organisation de cette gouvernance pouvait être complexe, Jean-Luc Barbo l'a évoqué un petit peu en filigrane, sur des territoires plus grands comme la baie de Saint Brieuc. De la source à la mer tout le monde n'est donc pas au même niveau devant cette situation et la construction de cette continuité, de cette solidarité, sur le plan politique.

En filigrane des différentes interventions, à la fois sur scène et dans la salle, le poids de cette histoire, qu'il est parfois plus pratique d'euphémiser pour ne pas désespérer Billancourt. Une économie régionale donc qui s'est appuyé depuis les années 50 sur une revendication de désenclavement, d'ouverture, de modernisation économique reposant, pour simplifier, sur trois piliers : un tourisme littoral qui repose sur une qualité exceptionnelle de l'environnement, l'économie maritime et l'élevage et la production maraîchère intensive dédiée à l'exportation.

¹ <https://www.youtube.com/channel/UCxS0AOvqTAO9EYOBE3HCP6A>

- **Des territoires fragilisés en difficile transition**

Les territoires de littoraux sont évidemment au cœur des tensions qui ont pu apparaître au fil du temps entre ses trois secteurs d'activité et je suis bien placée pour le savoir, travaillant depuis une dizaine d'années sur la question des marées vertes.

Ces territoires littoraux sont donc au cœur de transitions assez difficiles mais aussi de la gestion d'interactions un peu inattendues entre ces différents secteurs d'activité et notamment les profondes transformations sociodémographiques et économiques qu'ils connaissent aujourd'hui et qui ont une influence sur la population, ses valeurs, ses attentes en termes de qualité de vie et sur ce qui peut être jugé acceptable ou pas, gouvernable ou pas.

Comme il a été souligné par plusieurs interventions dans ces différents secteurs, le tourisme littoral, l'économie maritime où l'agriculture, de profondes transformations ont été vécues tant à terre qu'en mer. Dans ces secteurs-là, on vient de l'évoquer avec le projet d hydrophile, il y a des métiers qui ont totalement disparu qui faisaient vivre au quotidien la continuité de terre-mer. On peut penser au marinier, le trafic fluvial ayant quasiment disparu. C'est à retrouver une histoire de l'eau et de ces continuités que plusieurs collectifs de citoyens s'attellent tout autour du littoral breton. Cela a été évoqué sur un autre plan en rade de Brest. Le fait qu'il y ait des vertus au dialogue entre professionnels de la mer et professionnels de la terre est indéniable, que généralement ça se passe bien, comme le dialogue entre agriculteurs et ostréiculteurs au sud de la région, mais aussi dans le domaine du tourisme.

Pourtant on voit bien que ce n'est ni systématique ni automatique. D'une part parce que ces secteurs d'activités maritimes sont bien souvent fragilisés voir, on l'a dit en rade de Brest, parfois pratiquement en voie de disparition, d'autre part parce qu'il n'est pas toujours facile d'aborder librement, publiquement, dans le débat public et d'assumer les risques et les dangers qui pèsent sur une activité du fait de la qualité de l'eau. J'ai pu, par exemple, l'observer dans le secteur du tourisme littoral où l'on n'aborde pas toujours volontiers la présence d'algues vertes, bien embêtante sur le littoral. De même, pour les ostréiculteurs, il n'est pas toujours simple de mettre en évidence les pollutions, les problèmes bactériologiques qu'on peut rencontrer dans les eaux dans lesquelles on travaille. Cela pose aussi directement, Monsieur Berthou et Monsieur Tonnerre l'on évoqué la question du devenir de certaines professions qui sont très directement dépendantes de la qualité des eaux côtières.

- **La qualité de l'eau, facteur de développement local**

Je l'ai évoqué dans le cas des baies à algues vertes, mais ce ne sont pas les seuls, dans certains territoires la liaison qui entre qualité de l'eau et développement local a été faite plus précocement que dans d'autres à la fois parce qu'il y avait des enjeux et des alertes du côté de la qualité des eaux conchylicoles et parce que l'eutrophisation littorale prenait une grande ampleur ou se matérialisait de façon chronique ou encore parce que la qualité des eaux de baignade était vécue localement comme une condition sine qua non du développement local. Cela a été le cas dans un certain nombre de territoires côtiers, mais l'un des moteurs toutefois de ce changement d'échelle, dont la rencontre d'aujourd'hui témoigne, a été bien sûr la fixation

de critères de qualité pour les masses d'eau côtières et leur intégration dans des objectifs de bon état écologique par la Directive Cadre sur l'eau en 2000.

On se retrouve donc aujourd'hui dans une situation où c'est bien par l'environnement qu'on rentre dans ces questions d'activité littorale et de développement local. Au-delà des pollutions organiques qui traditionnellement étaient plus visibles, cela met en visibilité la diversité des pratiques concernées qui sont souvent à la fois génératrices de pollution ou de pressions et tributaires d'une eau de qualité. En conséquence, cela oblige à surmonter cette séparation qui se maintient, plusieurs des intervenants l'ont souligné, entre les activités qui sont inféodées au littoral, les activités relevant de l'économie maritime même si on la prend au sens large comme Monsieur Kerhoas, et celles qui de fait influencent le fonctionnement et le devenir du littoral en étant parfois assez loin de celui-ci et c'est le cas bien sûr de l'agriculture.

Cette segmentation, beaucoup l'ont souligné, elle se voit à la fois dans les relations entre les acteurs mais également dans les politiques publiques et dans la production de connaissances scientifiques où l'on a des communautés et des façons de travailler qui ne mettent pas toujours en évidence, y compris sur ces dynamiques politiques et sociales, le continuum terre - mer et on a vu à quel point c'était une demande et une attente que cette segmentation de l'espace se réduise.

- **Un changement de paradigme indispensable**

Nous sommes, sans doute plus qu'ailleurs en Bretagne, concernés par la liaison entre qualité de l'eau et économie littorale qui est structurante et stratégique depuis environ une quinzaine d'années. Il nous paraît donc normal aujourd'hui qu'un débat de ce type ait lieu. Ainsi, aujourd'hui ce dont on a parlé, c'est principalement de développement en général, on n'a pas forcément parlé que de littoral et d'eau. On peut penser que c'est positif dans le sens où cela signifie qu'on accède peut-être à un niveau de problématisation un peu large. Néanmoins, cela pose aussi question parce qu'il y a quelque chose de récent et spécifique dans la façon dont on relie ces deux dimensions. Cela est lié à l'entrée environnementale et Jean-Luc Barbo l'a dit lors de table ronde : « à la fin c'est le milieu naturel qui décide ». Je ne suis pas sûre que tout le monde soit d'accord avec ça aujourd'hui. Est-ce qu'on peut considérer qu'il y a une contrainte une limite et que c'est à partir de celle-là, de cette contrainte, de cette limite, que tout le reste doit être pensé, réorganisé? Je suis pas sûre que tout le monde a envie de voir déléguer cette capacité de décision à des entités qui n'ont que des porte-paroles indirects, à la sociologie douteuse.

L'alternative telle qu'elle est formulée aujourd'hui, c'est comment lutter le plus contre ces passions tristes qui sont celles de la division, de la désespérance, du découragement, du conflit et éviter la culpabilisation, la stigmatisation. Evidemment la crainte sous-jacente est qu'il ne se passe plus rien, que finalement on reste bloqué dans notre petit marasme. On a à la fois deux discours qui coexistent de façon assez équilibrée. Celui d'une écologie positive qui met en avant les expériences qui marchent et veut donner envie de faire, d'y aller et cætera et d'un autre côté il faut énoncer de façon très claire qu'on est extrêmement loin d'une qualité satisfaisante qui assure les conditions du bon fonctionnement des écosystèmes et la qualité de vie des habitants. La question est qu'il existe certes des instruments de politiques publiques, mais

qu'on en vient souvent à opposer la contrainte réglementaire ou la loi et d'un autre côté le contractuel, le soft, les choses qui permettent de discuter ensemble et qui ont d'autres vertus sur le plan social. En fait quand on écoute attentivement les interventions, on voit bien que cette dualité ne résiste pas à l'analyse et que celle de l'un permet l'autre et que sans une application concertée de la loi on n'arrive pas forcément à grand-chose mais que si la loi n'existait pas, si la contrainte n'est pas formulée explicitement, on n'arrive pas à grand-chose non plus. Cela pose également la question de l'évolution de la loi et des choix politiques contemporains qui sont faits vis-à-vis de celle-ci et notamment de la possibilité équilibrée qu'elle offre à la fois de maintenir des activités et en même temps faire valoir dans le débat public les opinions et les positions de ceux qui se sentent de plus en plus concernés.

- **Le rôle, l'intervention des citoyens**

On l'a évoqué le niveau de concernement et de sensibilisation de la population vis-à-vis de l'état du littoral est extrêmement élevé. Aujourd'hui on observe, dans toutes les enquêtes sociologiques qui sont menées, une élévation rapide de ce niveau de concernement et il est fort probable qu'on observe également une « océanification », pourrait-on dire, de la préoccupation écologique à l'échelle globale y compris par des populations qui n'ont un rapport qu'épisodique avec le littoral. Les territoires littoraux et les acteurs du littoral ne sont pas que des acteurs de leur territoire mais sont aussi des ambassadeurs auprès de populations plus lointaines de la protection de ces milieux.

Historiquement, c'est important de rappeler cette dimension, on avait des communautés qui se sont structurées autour de ces questions-là. Par exemple, dans le cas d'Eau et Rivières, qui a 50 ans, la mobilisation de pêcheurs de salmonidés a permis l'émergence de cette communauté qui a joué un rôle très important dans la mise à l'agenda de ces questions-là en Bretagne. On a vu aussi que certaines communautés structurées et notamment des communautés professionnelles avaient pu œuvrer dans un sens ou dans l'autre pour obtenir une action, une certaine orientation de l'action publique. Mais souvent, et c'est ce qui prédomine quand j'enquête auprès des populations indépendamment des arènes des politiques publiques, c'est le silence et la difficulté à trouver un angle, une place, un enjeu, à investir dans le débat public qui prévalent. De fait la discussion et la gouvernance impliquent un nombre assez limité d'acteurs qui cumule généralement des casquettes. La plupart des gens est un petit peu en dehors de ça. Ils restent avec leurs inquiétudes et leur concernement.

Aujourd'hui, ce qu'on observe sur le littoral quand on enquête, ce sont des mobilisations sociales très distribuées, très dispersées et de moins en moins encadrées. Je pense à une enquête que je mène actuellement sur la gestion de l'estran et le ramassage des laisses de mer où les initiatives individuelles ou de petit collectif informel de ramassage des déchets sur les littoraux se multiplient. Vous aurez peut-être aussi suivi les mobilisations de gilet jaune pour tenter et avec un succès limité d'instaurer des zones à défendre, par exemple à la plage du Ris à Douarnenez, pour lutter contre les pollutions bactériologiques et défendre l'océan comme bien commun. et on voit que ces processus de patrimonialisation, un peu sauvage je dirais, ne suivent pas les mêmes temporalités ni les mêmes logiques que les politiques publiques et l'institutionnalisation

de ces politiques de protection. Dans ce contexte, la question des connaissances et son importance a été souvent soulignée. En tant que chercheuse, je voudrais insister sur le fait que la science n'est pas un moyen d'apaisement des conflits, c'est un moyen de concernement. Tous les acteurs impliqués, qui ont souvent des hauts niveaux d'expertise, mènent des politiques de la connaissance, chacun de leurs sens, sélectionnent les connaissances qui leur offrent des prises à l'action. Ce n'est pas la science qui fait la paix entre les acteurs malheureusement peut-être ou heureusement peut-être. Dans ce contexte, il est plus que jamais important, et cette journée en témoigne, de comprendre, de travailler et de faire travailler ce lien entre politiques publiques et mobilisation citoyenne bien que ce lien soit complexe et soit souvent une épreuve y compris pour les élus

En conclusion, les travaux en anthropologie de l'eau montrent à quel point la gestion de l'eau a eu un effet extrêmement structurant et un grand pouvoir organisateur dans de nombreuses sociétés y compris dans des sociétés très anciennes. Ce qui prédominait dans ce côté structurant c'était la gestion quantitative de l'eau. Jusqu'à présent les enjeux de gestion qualitative n'ont pas du tout atteint les mêmes résultats. Aujourd'hui on entre dans une période historique un petit peu différente, pleine d'enjeux, sur laquelle on n'a pas beaucoup de références et où il faut qu'on arrive à trouver les moyens de se coordonner, de se structurer autour des enjeux de qualité de l'eau. Le fait de relier plus qu'on ne l'a fait, cela a été évoqué dans les débats, qualité et quantité, c'est à dire de ne pas isoler l'enjeu qualité au regard de la gestion globale de la ressource peut nous y aider.

Enjeux, difficultés et réponses engagées face au défi de la qualité de l'eau

La table ronde autour des enjeux et actions locales pour un développement durable des territoires maritimes et les débats qui s'en sont suivis ont permis de mettre en évidence des enjeux, les difficultés auxquelles se heurtent les acteurs et les réponses engagées dès à présent.



Enjeux

- Enjeux pour l'ensemble des secteurs d'activité
- Avenir de l'économie maritime
- Sortir du cliché de l'opposition développement économique / environnement
- Penser le développement économique en fonction des ressources disponibles et leur préservation
- Valoriser les activités maritimes
- Réduire les impacts des activités humaines et la pression sur les écosystèmes marins
- Prendre en compte la raréfaction de la ressource en eau
- Développer la solidarité entre les territoires
- Faire progresser l'état des connaissances de l'écosystème marin et mieux le préserver
- Développer l'acculturation de la population et des touristes à l'environnement maritime
- Repenser le territoire breton sous le prisme de son cadre de vie
- Construire de véritables projets de territoire au sein de la Bretagne et veiller à leur cohérence.
- Développer la solidarité entre les territoires
- Mettre en oeuvre une gouvernance partagée pour appropriation de ce projet par tous les acteurs



Difficultés

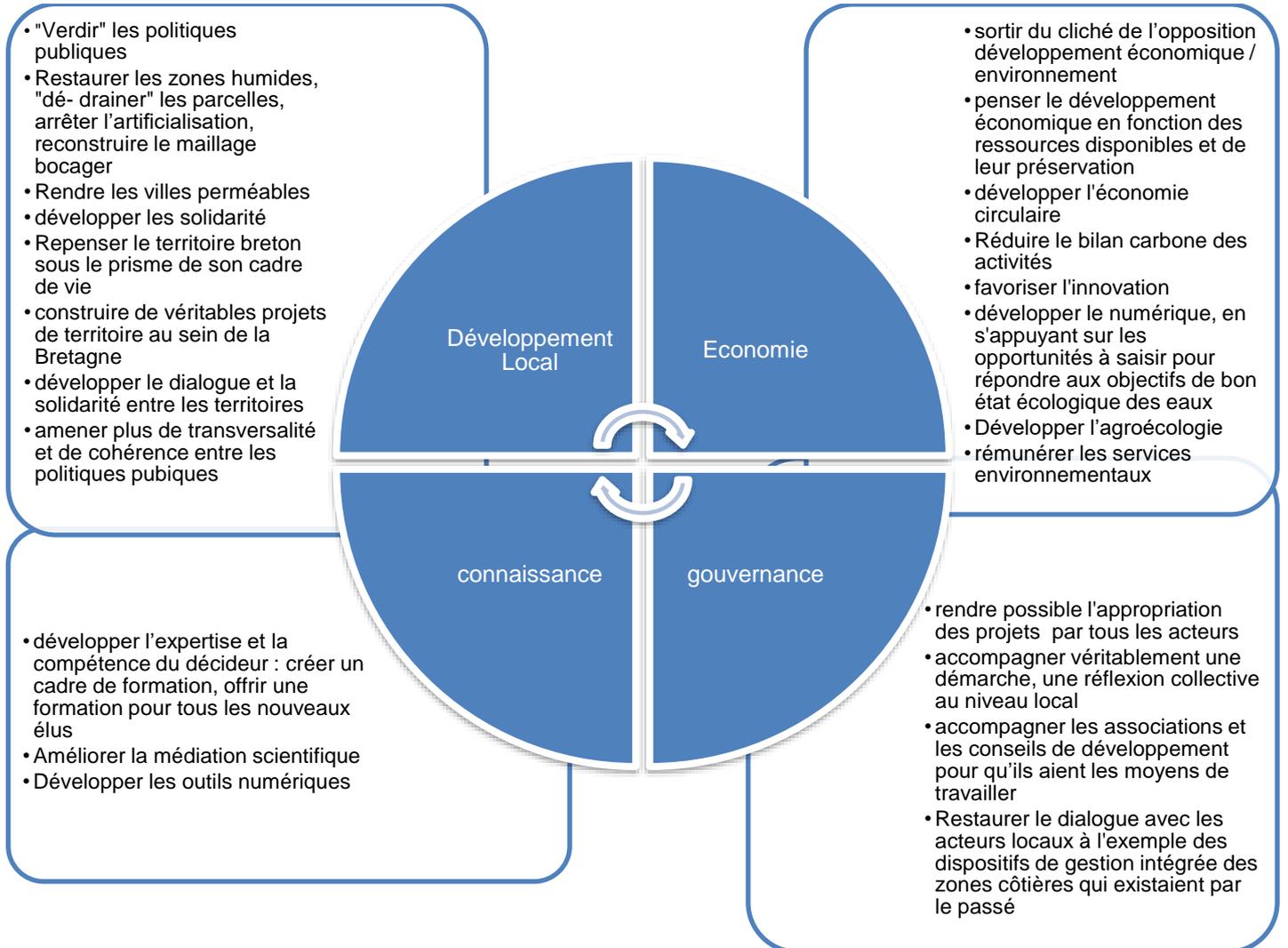
- Défaut de gouvernance
- Rôle de l'Etat en mer
- Prise en compte insuffisante des problématiques liées à l'eau dans les politiques publiques (quantité et qualité)
- Méconnaissance de l'importance des activités maritimes
- Toucher et sensibiliser un large public, diversifié
- Mobilisation de l'ensemble des acteurs
- Créer les conditions de la rencontre entre les acteurs économiques "de la terre" et du maritime.
- Engagement des acteurs locaux au travers des PLUi, des SCoT
- Atteindre la zéro artificialisation nette dans les territoires très urbanisés comme Brest métropole
- Acceptation de la densité par la population
- Volonté politique, prise de conscience des élus



Les réponses mises en oeuvre

- SRADDET : Objectifs de développement durable, zéro artificialisation nette...
- Breizh Cop
- Conditionnement des aides financières de la Région en fonction de l'impact environnemental
- Territorialisation des politiques publiques de la Région
- Compétence régionale en matière de gestion intégrée de l'eau
- Observatoire de l'économie maritime
- Parc Marin d'Iroise : soutien et assistance aux gestionnaires de port, valorisation des activités
- Mission Interservices de connaissance de l'eau et de la nature : MISEM
- Agences de l'eau, SAGE, SDAGE

Les pistes d'actions pour l'avenir



Quelques exemples d'actions menées par des acteurs locaux

- Une agriculture en mutation (Jean-Hervé Caugant, président de la Chambre d'Agriculture du Finistère)



L'agriculture est aujourd'hui en forte mutation. L'agriculture biologique se développe rapidement et représente le tiers des installations, avec une complémentarité dans les techniques de culture et d'élevage entre les « bio » et les conventionnels dans une démarche d'agroécologie. La Chambre d'agriculture est totalement encline à intégrer cette dynamique qui vise à utiliser moins d'intrants pour produire autant sinon plus, le plus naturellement possible en utilisant les facteurs de la photosynthèse, la mécanique etc. Après la révolution du monde agricole de l'après-guerre, on est aujourd'hui face à la

révolution de la transition climatique. L'agriculture fait évoluer ses pratiques en prenant en considération le stockage de carbone, la diminution des gaz à effet de serre, la biodiversité mais aussi la nécessaire compétitivité internationale. L'un est enjeu est de mettre en œuvre une agriculture pérenne et durable, acceptée et acceptable par la société.

Cette révolution nécessite du temps. Il faut trouver des alternatives à la chimie tout en restant compétitif, faute de quoi on assistera à une hausse des importations de produits agricoles en provenance de pays bien moins exigeants vis-à-vis de l'environnement.

Il est évident que l'agriculture va s'engager, est engagée, dans le changement climatique puisque le climat est, avec le prix, le premier des aléas de production qui va influencer les résultats de nos exploitations. L'adaptation au changement climatique est une cause première de l'évolution de nos techniques. Il faut travailler tous les jours à la qualité de l'eau mais aussi à la quantité. Toutes les techniques pour utiliser un minimum d'eau sont mises en œuvre : les couverts qui limitent l'érosion et l'évaporation, la mise en œuvre de Breizh Bocage, la plantation de haies...

Cette démarche d'agroforesterie permet aussi de préserver la biodiversité, d'empêcher les déperditions par ruissellement ...

Il y a sans doute eu des erreurs dans le modèle agricole des « trente glorieuses », on ne va pas le renier. Aujourd'hui, les agriculteurs doivent prendre en compte les impératifs environnementaux et climatiques, s'ils veulent que leur activité, leur métier, soit encore là demain et soit accepté par la société. Il n'y a pas d'autre choix que de prendre en considération les enjeux de qualité et de quantité d'eau, de biodiversité, de stockage de carbone... Cela fait partie intégrante du métier d'agriculteur, de son avenir.

En ce qui concerne les circuits de consommation, il convient de garder à l'esprit que 90% de la production bretonne est exportée, que les circuits courts n'en constituent que 10%, et que ces 90% font vivre 30% de la population bretonne, notamment dans l'industrie agroalimentaire. Il faut être prudent dans la promotion des circuits courts qui peuvent susciter des vocations dans le maraîchage et provoquer des désillusions. Le maraîchage est un métier difficile, usant physiquement qui nécessite une démarche agronomique d'amendements organiques et de couverts pour enrichir les sols et préserver une capacité de production et une rentabilité économique.

- Produits de la mer et biodiversité : comment préserver les ressources en garantissant une qualité de l'eau nécessaire ?

Témoignage : Erwan Tonnerre - Société GROIX HALIOTIS élevage d'ormeaux à Groix –



La société Groix Haliotis élève des ormeaux en circuit fermé, c'est-à-dire en utilisant de l'eau de mer de façon modérée puisque nous ne renouvelons que la part correspondant à l'évaporation. Notre activité ne nécessite donc pas de pompage permanent. Pour autant, la qualité de l'eau est essentielle. Notre production annuelle atteint 5 tonnes d'ormeaux que nous nourrissons avec des algues de rive autour de l'île de Groix. Afin de préserver la ressource, nous pratiquons la jachère.

Toute notre activité est donc fondée sur la qualité de l'eau, l'ormeau est un animal que l'on peut comparer à la truite en rivière en ce sens qu'il

constitue un indicateur de cette qualité. Ainsi, s'il commence à disparaître, c'est que celle-ci n'est pas suffisante. L'ormeau génère peu de pollution, ses déjections sont très faibles et il consomme peu d'algues, son impact sur le milieu est donc insignifiant.

Pour préserver la qualité de l'eau, nous travaillons avec toutes les communes et toutes les commissions environnementales. Nous surveillons les coliformes et tous éléments pour obtenir un produit le plus sain possible. Comme les ostréiculteurs, la qualité de nos productions doit être irréprochable. Notre souci essentiel est la maîtrise et le maintien d'un milieu de très bonne qualité. Pour l'anecdote, l'eau du port de Groix est 5 fois plus polluée que celle que nous rejetons dans le milieu naturel. Nous procédons à des analyses hebdomadaires.

Outre la qualité de l'eau, l'autre élément qui nous préoccupe réside dans les conséquences des changements climatiques. Les tempêtes sont de plus en plus fortes provoquant une érosion de l'estran importante et des difficultés croissantes à nous approvisionner en algues malgré nos efforts pour préserver cette ressource. Cela devient problématique, y compris pour la biodiversité de l'estran y compris en ce qui concerne la faune puisque les algues constituent un espace privilégié pour la reproduction et les petits animaux. Notre profession est donc inquiète pour les années à venir, malgré les efforts que nous menons pour réguler le volume d'algues nécessaire à notre élevage.

Les changements climatiques ont également un impact sur le PH de l'eau, on constate une évolution régulière et une élévation de la température de l'eau : +1,8 degrés en 25 ans.

La conjugaison de tous ces éléments, qualité de l'eau et changements climatiques, se traduit par un amenuisement, voire une disparition de certaines espèces d'algues comme les palmaria ou encore les chondrus.

Je pense donc qu'il va falloir se mettre tous ensemble autour d'une table pour améliorer les choses. Nous sommes tous responsables et pas seulement les agriculteurs.

➤ Activités portuaires en transition (innovations, économie circulaire...) : quelles actions pour limiter leur impact sur la qualité de l'eau ?

Témoignages : Jean-Paul Solaro, Président SEM de Keroman, Port de Lorient



La société d'économie mixte de Keroman a en charge l'exploitation du port de Lorient qui comporte 3 grandes activités : l'activité halieutique, la réparation navale et les entreprises en lien avec les activités maritimes. Le port de Lorient constitue une place commerciale européenne halieutique, ce qui induit une plate-forme logistique et de services à flux tendus, des viviers à la gare de marée. Le domaine portuaire, propriété de la Région, est de 62 hectares sur lequel sont installées 200 entreprises (3 000 emplois) dont 50 liées à la transformation du poisson. Lorient est le 2^{ème}

port de pêche français après Boulogne. Avec l'ensemble des ports de pêche la Bretagne est la 1^{ère} force de pêche en France. Il a obtenu le label port durable avec une certification ISO14001 pour ses activités de réparation navale en 2015.

Les enjeux de cet espace sont de préserver le milieu de manière intégrée au niveau de son écosystème en cohérence avec les politiques afin de préserver l'avantage concurrentiel du port de Lorient que constituent la qualité de l'eau pour les activités halieutiques, la certification environnementale pour la réparation navale et l'image port et ville durable pour les autres activités.

Les enjeux principaux sont déclinés par domaine :

- ✓ Halieutique :
 - salinité, matière organique,
 - agrément sanitaire,
 - « EAU PROPRE »
- ✓ Activité Réparation navale :
 - rejets industriels (peinture, métal, hydraulique),
 - déconstruction de navires,
- ✓ Entreprises du Domaine Portuaire :
 - sur notre réseau
 - salinité dans la station d'épuration Ville

Face à ces enjeux, la situation est aujourd'hui préoccupante. En effet, le constat est fait d'équipements vieillissants voués à la déconstruction, d'installation de prélèvement d'eau de mer inadaptée, d'une situation réglementaire insatisfaisante et d'une fragilité du réseau de distribution de l'eau de mer.

En conséquence, le port de Lorient doit trouver des solutions pour répondre aux besoins spécifiques des entreprises et préserver ses avantages concurrentiels.

Vis-à-vis de la production d'eau de mer, un projet a donc été élaboré et se scinde en 3 volets :

1. Renouveler les équipements et déplacer les équipements de pompage ;
2. Déplacer l'unité de traitement de l'eau de mer et fiabiliser la filière ;
3. Rénover le réseau de distribution d'eau afin de sécuriser l'approvisionnement des usagers.

A cela s'ajoute la nécessité de mettre en place un système d'assainissement des eaux usées et eaux pluviales complet, dédié au port de pêche, ce qui suppose une refonte des réseaux et la construction d'une station d'épuration.

Ces projets s'appuient sur une pluralité d'acteurs intervenant sur le domaine portuaire dont la SEM assure la coordination. Le coût de ces opérations est estimé à 12 millions d'euros à ce jour et devrait être achevé en 2022. C'est donc un très gros projet qui permet de sécuriser totalement la qualité de l'eau sur le port de Lorient vis à vis de la rade tout en permettant aux professionnels de continuer à faire valoir une valeur ajoutée économique.

- Activités récréatives (tourisme, nautisme, baignade), quelles évolutions souhaitables ?
Témoins : Christian Mobian Association des usagers du port de Plauden - Lannilis ; M. Melazza, maire de Lannilis

Deux projets portant sur la réduction des polluants liés aux carénage des bateaux ont été présentés : l'un peu onéreux et pouvant être mis en œuvre dans des ports de petite taille sans création d'infrastructure, l'autre plus complexe et destiné à des ports plus importants.

✓ Association des usagers du port de Paluden

Le port de Paluden à Lannilis est situé dans le Finistère Nord dans le fond de l'Aber Wrac'h. Les activités y sont de 3 ordres : plaisance, marchandise et ostréicole. C'est avant tout un port



communal, mais l'association y dispose d'une autorisation d'occupation temporaire depuis 1984. Elle réalise, pour le compte de la commune de Lannilis, une mission de service public nécessitant des moyens matériels et immobiliers permettant la gestion des mouillages collectifs destinés principalement à la plaisance (126 bateaux).

L'association se trouve confrontée à la problématique du carénage de ces bateaux. Aujourd'hui il existe 3 possibilités : la carénage « sauvage » à

domicile ou à terre pour les petits bateaux, le carénage au port de L'Ader Wrac'h qui nécessite de sortir le bateau de l'eau ou encore le carénage en chantier à Saint Pabu. Concernant ces 2 dernières possibilités, elles sont dépendantes des conditions météorologiques et de marée et représentent des difficultés de navigation. A ces difficultés s'ajoute l'évolution de la législation et l'interdiction de caréner dans l'aber. L'association a donc souhaité s'engager dans une démarche vertueuse visant à la fois à faciliter les opérations de carénage et le respect de l'environnement. Elle a donc recherché un système simple à mettre en œuvre, ne bouleversant pas les habitudes des plaisanciers et répondant, bien évidemment aux normes en vigueur. Enfin, étant donné les moyens financiers de l'association le coût du projet se doit d'être « raisonnable ».

Après un appel d'offre auprès de 3 sociétés, la solution retenue a été celle d'une entreprise bretonne basée à Briec. Cette solution ne nécessite pas de travaux de génie civil. Elle consiste en la pose d'un tapis permettant la collecte des effluents, un procédé de traitement simple et ne génère aucun rejet dans l'environnement.

➤ **Projet d'unité de carénage du port de l'Aber Ildut**



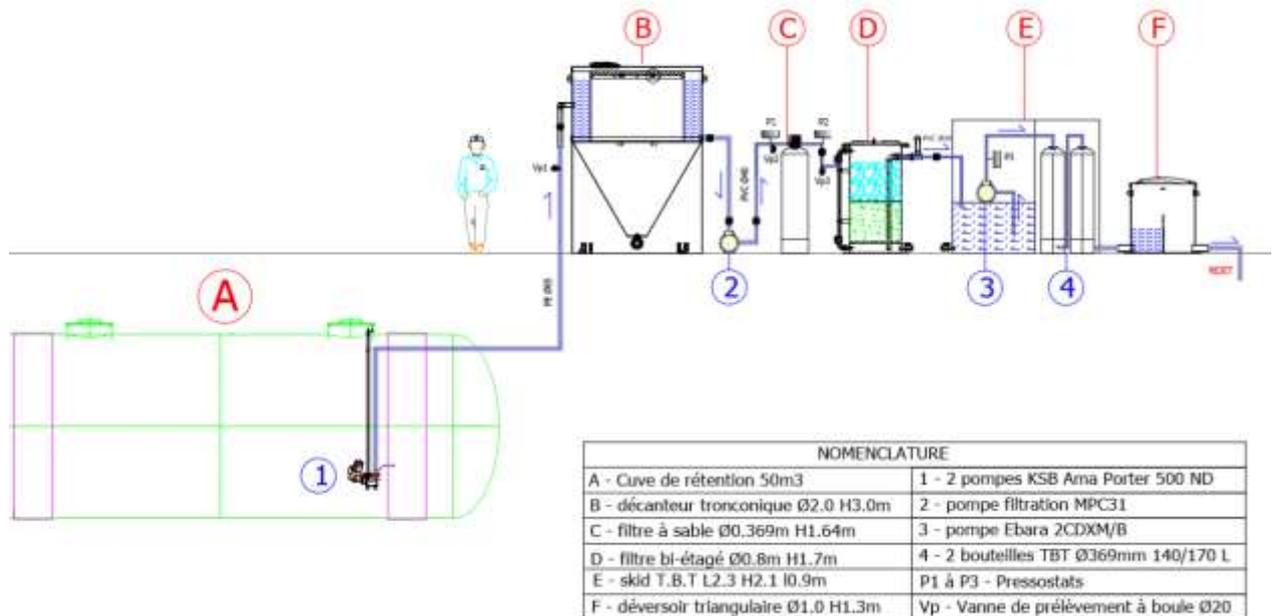
Le port de l'Aber Ildut est situé sur 4 communes, sa gestion a été confiée à la communauté de communes du Pays d'Iroise. Deux projets sont à l'œuvre : une aire de carénage et une station de traitement des eaux grises et noires.

L'objectif est de rendre possible l'utilisation de ces installations pour tous les navires qu'ils soient professionnels ou de plaisance, le port accueillant des activités variées dont le transport vers les îles de Molène et d'Ouessant. C'est également le premier port de débarquement d'algues d'Europe.

En matière de carénage, le projet offre donc plusieurs possibilités selon la taille et les caractéristiques des bateaux.

L'objectif étant d'améliorer la qualité de l'eau, une unité de traitement est associée aux installations de carénage. Elle permet à la fois le traitement des effluents du carénage et la récupération des eaux grises et noires des plaisanciers et des professionnels et de filtrer tous les déchets et alluvions.

Cette récupération des eaux grises est d'autant plus importante du fait de l'activité goémonière qui engendre des rejets importants du faite de la technique utilisées pour la pêche des laminaires.



Grâce à ce système de récupération et de traitement, l'eau rejetée dans le port est désormais plus propre que l'eau qui arrive du bassin versant de l'Aber Ildut qui prend sa source à Brest. Le système mis en place va desservir tous les petits ports de la communauté de communes du Pays d'Iroise, y compris l'île Molène

Une des autres difficultés en matière de qualité de l'eau provient des vases qui « engorgent » les ports et qui contiennent des polluants et que l'on a des difficultés à traiter, le coût est très élevé et l'on ne dispose d'aucune usine de traitement en Bretagne. Cette difficulté n'est pas spécifique à l'Aber Ildut.

➤ Association les hydrophiles et Conseil de développement du Pays de Redon : Exemple d'action de la société civile.



Même si le Pays de Redon n'est pas en contact direct avec l'eau de mer depuis la création du barrage d'Arzal en 1972, l'association les hydrophiles mène une action très forte sur la qualité de l'eau. Par ailleurs, le bassin de Redon est connu pour les crues de ses cours d'eau et les inondations qui s'en suivent. Néanmoins, Redon n'est qu'à 40 KM à vol d'oiseau du littoral.

La construction du barrage d'Arzal a conduit à la fin des marinières qui a fait de Redon un centre économique important.

A Redon, le problème de la qualité de l'eau est important.

L'association les hydrophiles, qui porte un nom évocateur, s'est constituée pour favoriser l'investissement des citoyens sur cette question et redonner aux habitants l'ambition et la fierté de cette configuration hydro géographique qui caractérise leur territoire, situé à la confluence de l'Oust, de la Vilaine et également à la croisée du canal de Nantes à Brest

L'idée est venue de créer un projet de centre économique, de médiation scientifique et culturel de l'eau et du développement durable. Ce projet a vocation à s'articuler autour de différents pôles, notamment le pôle patrimonial du fait de sa situation de carrefour de voies navigables et de l'activité historique liée à la batellerie et aux usages autour de l'eau. Ainsi, il existe un musée de la batellerie et toute une mémoire du groupement culturel breton qui organisent des actions telles que le festival de la Vilaine qui est l'occasion de voir naviguer une centaine de bateaux, de vieux gréements. Cette mémoire est encore très vivante mais l'association souhaite l'orienter vers la médiation scientifique en direction du jeune public notamment féminin afin de susciter des vocations. Il s'agit de mener des actions en sciences participatives, d'associer la recherche scientifique et jeune public pour sensibiliser la population aux questions environnementales à travers la thématique de l'eau.

L'eau est aussi un enjeu en termes d'activité économique : la pêche professionnelle, de plus en plus réduite, mais aussi les activités nautiques qui se développent autour des plans d'eau. L'important pour l'association est de pouvoir aborder des questions qui peuvent être conflictuelles pour trouver des solutions ENSEMBLE, de débattre avec les élus et d'associer la société civile aux projets et aux décisions publics.

A titre d'exemple, la ville de Redon mène un projet assez ambitieux de requalification urbaine, le projet confluence, qui prend en compte un espace naturel sensible au sud de la ville dans une zone de marais et de zones protégées NATURA2000 et intègre le devenir de l'espace portuaire. L'association et le Conseil de développement se sont intégrés dans ce projet et ont réussi à faire en sorte que les élus regardent à nouveau l'eau comme un atout et non une contrainte, un repoussoir. Ainsi, la plan guide de ce projet a retenu la valorisation de l'eau comme l'un des quatre axes majeurs.

Néanmoins un travail reste à faire sur la qualité de l'eau impactée par l'activité agricole notamment avec des seuils de qualité insatisfaisant. L'urgence est donc la reconquête de la qualité de l'eau, et pour cela l'association « Les Hydrophiles » propose d'être un centre de ressources et de dialogue en collaboration avec le CNRS. Le projet, issu de la société civile, veut aborder la question de l'eau de manière systémique car c'est l'enjeu de demain. Il regroupe une grande variété de personnes : des plaisanciers, des pêcheurs, des victimes d'inondation, des professionnels du tourisme... L'objectif est de fédérer tous ceux qui sont sensibles à l'eau parce que l'acculturation est d'autant plus rapide que l'implication est forte. Tous les acteurs, habitants, usagers... ont quelque chose à apporter les uns aux autres.

L'objectif de l'association est de pérenniser ce projet, de faire en sorte qu'il prenne corps dans le territoire.

L'ensemble des débats est disponible sur la chaîne YOUTUBE du réseau des conseils de développement bretons :

<https://www.youtube.com/channel/UCxS0AOvqTAO9EYOBE3HCP6A>